

LE COMITE RUE AMELOT : UNE ASSISTANCE AUX JUIFS POUR SURVIVRE AU COURS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La Rue Amelot ressemble à n'importe quelle rue animée du Centre de Paris : étroite, beaucoup de circulation, des immeubles d'habitation de 4-5-6 étages avec des magasins et des bureaux au rez-de-chaussée. Elle est située à l'ouest du 11^e arrondissement de Paris, partant de la Place de la République jusqu'à la place de la Bastille. Pour les émigrés juifs vivants à Paris durant l'occupation, surtout pour ceux qui avaient faim, étaient sans abris ou pourchassés, « Amelot » signifiait quelque chose de plus qu'un nom de rue. C'était le nom d'une organisation vers laquelle ils pouvaient se tourner pour de l'aide, même au cours des jours les plus noirs.

Cette organisation voit le jour le 15 juin 1940, un jour après l'occupation de Paris par l'armée allemande. Une douzaine de membres d'organisations d'émigrés juifs se retrouvent dans la maison d'un avocat du nom de Léo Glaeser parce qu'ils se sentent concernés par l'avenir des milliers de familles de pauvres juifs vivant dans la ville. Ces familles, dont la plupart sont des émigrés récents, dépendent des œuvres de charité pour survivre. Beaucoup de présidents et de personnels administratifs ont quitté la capitale au cours de l'exode général et leurs organisations ont cessé leur activité. Les personnes réunies chez Léo Glaeser souhaitent remettre en route les activités aussi vite que possible.

Ces premiers activistes eux-mêmes des émigrants, principalement originaires d'Europe de l'Est, sont arrivés en France dans les années 20. Certains animent des mouvements politiques, d'autres sont des travailleurs sociaux. Ils représentent 5 organisations : Le Bund, le Poale-Zion de Gauche, Yidiche Vinkl, la Colonie Scolaire et la Fédération des Sociétés Juives de France (FSJF ou, simplement « la Fédération »), **ainsi que l'OSE, organisation juive française d'origine russe**. Ces organisations avaient des cantines publiques, des dispensaires et autres institutions au service des familles juives dans le besoin.

Leur première priorité est de remettre en route autant de cantines que possible. Ils réunissent leurs réserves d'argent et ressources humaines et 4 jours après la première réunion, 4 cantines ouvrent leurs portes et servent des repas chauds. Quelques jours plus tard, le groupe peut ouvrir ce qu'à l'époque on appelait un dispensaire. Il fournit, entre autre, gratuitement des médicaments, des soins médicaux, des vêtements. Le dispensaire, appelé « La Mère et l'Enfant » appartient à la Colonie Scolaire et exerce dans les locaux de cette organisation. Situés au 36 de la Rue Amelot. Les représentants des 5 organisations poursuivent leur travail en commun et se réunissent également là. Ce nouveau comité a été rapidement connu sous le nom de « Comité Amelot ». **L'OSE s'en retire ayant sa propre structure organisée, mais le Dr Eugène Minkowski reste membre du Comité Amelot à titre personnel.**

Le comité dispos de très maigres fonds et personne ne sait au juste comment trouver des ressources pour poursuivre l'activité. Ils avaient un chèque remis par la Fédération mais qui ne pouvait être encaissé, les banques étant fermées. Ils ne peuvent compter que sur deux sources de revenus : les dons faits par les juifs de la classe moyenne vivant à Paris et le « Joint » (American Joint Distribution Committee). La majorité des donateurs réguliers ainsi que les représentants du Joint avec qui ils ont des accords ont quitté Paris et rejoint la zone libre. En août, Madame Dinah Ryba, un membre du Bund traverse en secret la ligne de démarcation, gagne Toulouse et entre en contact avec Herbert Katzki, l'agent de liaison du Joint en France. Katzki s'arrange pour faire parvenir des fonds au Comité, au travers d'un représentant des Quakers (American Friends Service Committee) qui ont des bureaux à Toulouse et à Paris.

Le Comité Rue Amelot est réellement constitué au mois d'août avec David Rapoport président et Jules Jacobovitch secrétaire. Rapoport, âgé de 59 ans – arrive en France dans les années 20 (venant d'Ukraine) et Jacobovitch, 49 ans- émigré en 1913 de Pologne, forment une équipe extraordinaire. Tous les deux ont travaillé pour la Fédération et réuni leur énergie pour aider les nouveaux arrivants. En 1926, ils fondent la Colonie Scolaire, une organisation dont le but est de fournir des vacances aux enfants des émigrants juifs. Ces deux hommes ont de multiples talents. David est à Paris le correspondant du journal new-yorkais Jewish Herald. Jules crée le premier quotidien en yiddish à Paris.

On a coutume d'opposer, à juste raison, israélites français et Juifs immigrés, comme ils s'appelaient eux-mêmes. On peut, a posteriori dénoncer leur manque de solidarité et de clairvoyance politique, mais c'est négliger la force du modèle intégrateur français. Les Juifs français qui se considéraient depuis des siècles comme des citoyens français fiers de leur intégration sociale et de leurs ancêtres refusaient d'être assimilés aux Juifs immigrés considérés comme des étrangers. La Fédération servait d'ailleurs de pont entre les cultures françaises et juives, entre le judaïsme français et immigré. Enfin les uns et les autres sont loin de former des « communautés » homogènes.

Pendant les premiers mois de l'occupation la fourniture de repas chauds est la principale préoccupation du Comité. Les cantines servent une moyenne de 40.000 repas chauds par mois, deux fois plus que n'importe quelle autre organisation de secours(1)- Ces chiffres laissent penser qu'environ 1.300 personnes ont eu recours à cette forme d'assistance. Les organisations ralliées à RUE AMELOT dispensent également des soins médicaux, des vêtements, des aides judiciaires, des aides financières directes et des services aux enfants. Un petit nombre d'organisations juives qui avaient des activités sociales avant la guerre reprennent de l'activité en automne, certains leaders juifs étant revenu dans la capitale. Rapoport et Jacobovitch **travaillent à cacher les enfants en lien avec l'OSE et surtout le Joint américain qui fournit l'argent nécessaire à toutes ces actions** nouent des alliances avec ces organisations, notamment l'OSE et l'ORT. Au cours de la guerre beaucoup d'organisations juives d'assistance ont exercé des opérations souterraines tout en maintenant leurs activités habituelles. Le Comité AMELOT a été la première à engager le « double jeu ». En novembre 1940, le comité établit des contacts avec des juifs détenus en raison de leur qualité d'étrangers illégaux(2) . Leurs rations alimentaires sont en dessous du niveau de survie. Le Comité obtint l'autorisation de fournir quotidiennement des repas. Il réussit à organiser des évasions et à les faire quitter de la zone occupée afin de leur éviter d'être repris. Le Comité leur procure des faux papiers et a organisé le passage de la ligne de démarcation pour eux et leur famille. C'est le premier acte de résistance active du Comité Amelot.

La première grande « rafle » organisée à l'encontre des juifs étrangers vivant à Paris a lieu le 14 mai 1941. En fait, il s'agit d'une convocation dite du billet vert. Plus de 6000 juifs étrangers dont la liste a été établie grâce au fichier du recensement effectué par les autorités françaises reçoivent cette convocation, 3.710 hommes y répondent et seront internés dans les camps du Loiret, au sud de Paris, à Pithiviers et Beaune la Rolande.

Les conditions de vie dans ces camps étaient dures et les possibilités d'être relâchés ou de s'évader pratiquement inexistantes, **sauf dans les premiers mois.**

A la suite de ces arrestations le Comité Amelot ajoute une nouvelle dimension à son travail. Sous le couvert de la Croix Rouge il envoie des colis de nourriture, des vêtements et autres objets de premières nécessités aux internés et prodigue d'aides financières à leurs épouses et enfants. De plus, le Comité commence à assister ceux qui cherchent à quitter Paris clandestinement et veulent traverser la ligne de démarcation vers la zone libre.

Bien que la phrase « déportation pour travaux forcés dans l'est » entre dans le langage courant ,fin 1941, aucun juif n'a encore été déporté (le premier convoi quitte la France le 27 Mars 1942). La vie sous l'occupation est devenue extrêmement difficile aussi bien pour les juifs français que pour les émigrés. Les mesures anti-juives édictées par les Allemands et le gouvernement de Vichy, travaillant chacun séparément, ont isolé les juifs, les marquant comme indésirables, limitant leur mobilité et leurs libertés, les privant de leurs droits, leurs biens et leur emploi. Malgré tout, beaucoup pensent que si les conditions ne s'aggravent plus ils pourront survivre encore un certain temps. Quand ils sont dans le besoin, dans un endroit qui devient invivable ou qu'ils n'ont personne vers qui se tourner, les juifs émigrés s'adressent au Comité Amelot **ou à l'OSE.** Ils trouvent ce qu'ils cherchent : un repas, un logement, un docteur, un avis juridique, une aide financière, une information sur ce qui se passe ou un simple conseil.

Tout change l'été 1942. Très tôt le matin du jeudi 16 juillet une force de plusieurs milliers de policiers est déployée avec l'ordre d'arrêter 27.000 juifs étrangers . Ils encerclent des blocs d'immeubles et étages par étages arrêtent ceux qui figurent sur la liste. Il y a eu précédemment des rafles mais pas de cette ampleur et qui ne s'adressaient qu'aux hommes valides. Maintenant tous sont arrêtés : homme, femme, vieux et jeunes, valides et infirmes. En partie parce que l'information qu'une rafle aurait lieu a circulé et aussi parce qu'une opération d'une si grande envergure ne peut être réalisée en un seul jour le succès espéré n'a pas été atteint. Mais 13.000 personnes sont arrêtées, dont 4.000 enfants. Les allemands n'avaient pas demandé l'arrestation des enfants. La police française a pris cette décision ne sachant pas quoi faire des enfants) Les familles ont été retenues pendant plusieurs jours sans le strict nécessaire dans le Vélodrome d'Hiver (le Vel'd'Hiv) un stade d'hiver pour vélos à Paris. En peu de semaines presque tous sont déportés. Certains membres du Comité et des employés des organisations qui le constituent ont été touchés. D'autres membres du Comité quittent Paris cet été et se dirigent vers le Sud. En peu de temps Rapoport et Jacobovitch se trouvent être les seuls membres fondateurs du Comité encore dans la capitale.

Depuis le début de l'occupation, les autorités allemandes souhaitent créer un *Judenrat* un Conseil qui représenterait tous les juifs vivant dans en France. Début 1941 ils font pression sur le grand Rabin de Paris pour organiser un groupe sous le nom de Comité de Coordination des organisations juives d'entraide. Rapoport est réticent à établir des liens avec le Comité de Coordination. Il présente que les allemands s'en serviraient pour atteindre leurs propres objectifs. Fin novembre 1941, le Comité de Coordination est remplacé par une nouvelle entité créée par le gouvernement de Vichy, l'Union Générale des Israélites de France. L'UGIF est sous le contrôle direct du Commissariat Général aux Questions Juives. Bien que le Comité Amelot soit sommé d'agir sous le contrôle de l'UGIF il s'arrange pour garder son indépendance. Il travaille avec les responsables de l'UGIF pour assurer l'approvisionnement des cantines mais il fait en sorte de ne révéler aucune information qui pourraient aider les autorités de Vichy ou allemandes. En particulier, il ne fournit pas à l'UGIF d'informations concernant les familles qu'il aide. Les personnes travaillant pour l'UGIF ont une carte de « Légimité » qui les protègent d'une arrestation et d'un internement arbitraire. L'UGIF propose aux membres du Comité Amelot des cartes pour leur protection mais ils les refusent Après la rafle du Vél d'Hiv, ils décident de les accepter afin de pouvoir continuer leur action.

Pour les parisiens, la vie devient un combat quotidien pour survivre. Ils ne peuvent pas retourner dans leur appartement qui est mis sous scellé par la police. Ils sont obligés de vivre hors la loi. Le Comité Amelot est un des endroits vers lequel il peuvent se tourner pour de l'aide. Certains membres du Comité envisagent de fermer les cantines en raison du risque d'une descente de la Gestapo. Il est décidé de ne pas le faire car les effets auraient été pires que le risque de descentes de la Gestapo. Tout en maintenant ses activités traditionnelles d'aide, Rapoport, Jacobovitch et beaucoup d'autres consacrent beaucoup de temps et d'énergie à aider les gens aux travers de maintes actions illégales.

Jacques Adler, un spécialiste de cette période, écrit au sujet du Comité Amelot :

« Son équipe, eux mêmes des émigrants avait de la compréhension et de la compassion. Chacun était le bienvenu, qu'il vive à Paris dans la légalité ou non . Rapoport pensait que toutes les moyens étaient bons pour aider. Toute personne qui cherchait un passeur de confiance pour aller dans la zone de Vichy, un jeu de fausses pièces d'identité, un endroit pour se cacher ou une famille non juive acceptant un enfant juif, était assistée. Amelot se servait de son statut légal pour guider, conseiller et aider et ne s'est jamais départi de cette ligne de conduite (3) »

Trouver des endroits pour cacher des enfants juifs est un des plus grands objectifs. Certains de ces enfants sont des orphelins, leurs parents ayant été malheureusement déportés. Dans d'autres cas un parent, ou les deux, cherchent à protéger leurs enfants de la police, ainsi ils peuvent accroître leurs chances de survivre. Rapoport et Jacobovitch établissent de contacts secrets avec des personnes en-dehors de Paris et commencent à placer les enfants auprès de famille chrétiennes et des institutions. Ils développent un réseau pour cacher les enfants, s'assurer que les familles d'accueil et les institutions reçoivent de l'argent en retour et

que les enfants soient bien traités : 1.000 enfants sont sauvés. Au total 10 000 enfants ont été sauvés par l'ensemble des œuvres juives mobilisées à cet effet, 6 000 en zone sud et 4000 en zone nord.

En dépit des risques importants, le Comité Amelot poursuit avec héroïsme son travail aussi longtemps que possible. Pressentant son arrestation imminente, Jules Jacobovitch part de Paris en mai 1943 et s'établit à Grenoble (où il poursuit son activité avec la collaboration du MJS). Début juin 1943, la gestapo arrête David Rapoport l'accusant de fabriquer de fausses cartes d'identité. Les principaux membres du Comité décident de stopper les opérations, mais certains refusent de délaissé leur poste.

Eux aussi sont arrêtés. Le 7 octobre 1943 David Rapoport est déporté de France vers Auschwitz par le convoi numéro 60. Il meurt le 2 juillet 1944

Notes pour les futurs lecteurs :

Les ouvrages traduits en anglais qui ont fourni la plupart des détails sur le Comité Amelot sont :

Jacques Adler : *Les Juifs de Paris et la solution finale...*(nom des traducteurs et éditeurs).

Lucien Lazare : *Résistance Juive en France* (idem)

Principales sources d'information en français

Baldran Jacqueline et Claude Bochulberg David Rapoport (nom de l'éditeur)

Jacobovitch Jules : Rue Amelot (nom de l'éditeur)

(1) Adler «*Les juifs de Paris*, 170. Adler note que le nombre de repas servi s'élève, en novembre à 38.239 et en décembre 39.960. En contraste les communistes ont servis en décembre 13.000 repas. Et le nombre de repas servis par l'association du Consistoire Israélite de Paris, la branche la plus représentative des Juifs français est de 12.904.

(2) (2) Lazare *Résistance juive* » il estime qu'environ 100 détenus juifs étaient détenus dans les baraques de la Tourelles, à l'Est de Paris

(3) (3) Adler « *Les Juifs e Paris*, 199